

Témoignages



Quotidien du parti communiste réunionnais

Vendredi 7 décembre 2001

N° 14.141

5,00 F

LIAISON LE PORT / SAINT-PAUL

Le nouveau pont
au-dessus de la rivière des Galets

**La fin
d'un grand chantier
sur l'axe mixte**

(Page 2)

DÉSENCLAVEMENT DE LA RÉUNION

Le président de la Région et sénateur de La Réunion
attire l'attention sur un problème grave et urgent

Paul Vergès : Les dessertes aériennes de l'outre-mer sont en péril

Une menace très sérieuse et imminente plane sur le désenclavement aérien des DOM-TOM en raison des difficultés d'Air Lib. De retour de la session budgétaire au Sénat, et après l'unanimité de l'intergroupe parlementaire des DOM-TOM pour le soutien à la compagnie aérienne de l'outre-mer, le président de la Région a souligné hier l'urgence d'une solution dans laquelle le gouvernement a un rôle essentiel à tenir.

Il y a réellement péril en la demeure, même si le calme apparent des passagers des airs ne le laisse guère entrevoir. À quelques semaines du 20 décembre et de Noël, donnant traditionnellement lieu à des regroupements familiaux et à un tourisme affinitaire important en cette saison, deux risques majeurs viennent mettre en péril le désenclavement de La Réunion comme de l'ensemble des DOM-TOM dont les parlementaires viennent de se concerter à Paris.

La liaison entre La Réunion et la France — qui traverse de sérieuses turbulences depuis le début de l'année — n'est plus assurée que par trois compagnies, contre quatre précédemment: deux compagnies régulières (Air France et Air Lib, cette dernière résultant de la fusion AOM-Air Liberté) et une compagnie charter du groupe

Nouvelles Frontières (Corsair).

Les nouveaux actionnaires allemands de cette dernière compagnie, qui détiennent 100% de son capital, veulent replier Corsair sur des vols moyen courrier et réorienter le tourisme allemand vers des destinations moins "coûteuses" et plus rapprochées. Cette décision va obliger un quart des passagers de la ligne Réunion-France à se tourner vers une autre compagnie.

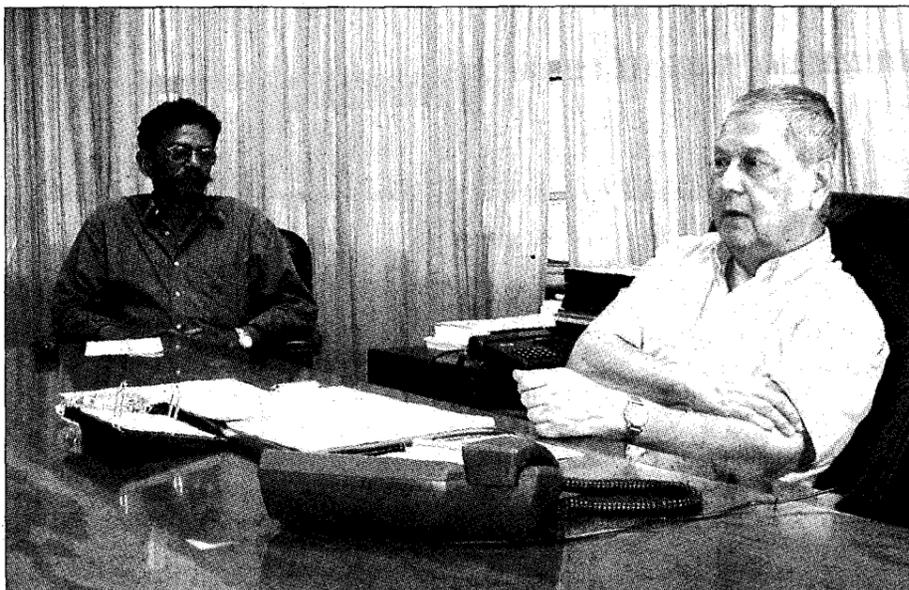
Et comme un malheur ne vient jamais seul, un autre tiers de ces passagers est directement touché par les "S.O.S." lancés par la compagnie Air Lib, à qui il manque 400 millions — depuis la défection de Swissair — pour éviter le dépôt de bilan.

Ainsi, ce sont près de 58% des passagers sur la destination Réunion-France — six voyageurs sur dix pratiquement — qui risquent de se trouver très vite dans une situation que le président de la Région qualifie de «catastrophique».

Il y a urgence

Lors de la session parlementaire, le lundi 3 décembre dernier, Paul Vergès est notamment intervenu dans le débat sur le budget du tourisme pour rappeler que «la question des transports et du désenclavement des îles d'outre-mer conditionne très largement la réussite des stratégies de développement en général et du tourisme en particulier». (voir "Témoignages" du mardi 4 décembre)

La menace vaut aussi pour les exportations et les déplacements d'un façon générale: ce sont plus de 2,5 millions d'habitants outre-mer qui se retrouveront captifs, si une solution appropriée n'est pas d'urgence mise en place.



Paul Vergès, président du Conseil régional, et Antoine Minatchy, vice-président délégué à l'économie, lors de la conférence de presse tenue hier par le sénateur de La Réunion peu après son retour au pays pour faire connaître les solutions des élus de l'outre-mer à la grave menace qui pèse sur le désenclavement de leurs pays. «Nous saurons très vite si le gouvernement veut le développement tous azimuts de La Réunion».

Car il s'agit bien d'urgence. Air Lib doit trouver les 400 millions qui lui manquent avant le 31 décembre 2001. Les contacts pris à Paris ont été à l'origine de la réunion — le mardi 4 décembre, sous la présidence de Huguette Bello — des parlementaires de l'intergroupe DOM-TOM, dont une motion adoptée à l'unanimité demande au gouvernement de mettre en pratique les principes

de «continuité territoriale» et de «service public» en précisant dans l'urgence — c'est-à-dire avant le 15 décembre — «les dispositions concrètes qu'il envisage de mettre en œuvre pour assurer la survie d'Air Lib»... dont les élus voudraient faire la compagnie aérienne de l'outre-mer.

(suite en page 3)

Justice

Affaire dite du "Comité des Fêtes" et affaire Courquet

Se rafraîchir la mémoire

En 1993, Paul Vergès; en 1994, Édouard Balladur; en 1995, Jacques Toubon; en 1996, Jean-Pierre Chevènement prévoyaient que la justice finirait par être victime des excès de certains de ses membres.

(Page 2)

Moyen-Orient

Le combat désespéré d'un peuple
face à un gouvernement
mené par un général colonial

Leila Shahid :
*«les Palestiniens sont seuls
face à la violence brutale
de l'armée israélienne»*

*De nombreuses voix s'élèvent pour demander
une intervention internationale.*

(Pages 9 et 16)